

**Gestion du fonds COVID-19 des maliens de l'extérieur : Le CSDM demande au PM des éclaircissements sur les 6 milliards débloqués**

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

MARDI 16 JUIN 2020

**625**

**Malikilé**

[www.malikile.com](http://www.malikile.com)

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION

**M5-RFP - IBK**

**IBK ne change pas,  
il faut donc le changer**



**Rapport du S.G. de l'ONU sur le Mali : La preuve que notre pays est toujours dans l'abîme**



**Koutiala : Mohamet Doucara installe une direction régionale**



**LIBÉREZ  
L'HONORABLE  
SOUMAÏLA  
CISSE !**

**ENSEMBLE NOUS POUVONS !**

<b>Une</b>	M5-RFP - IBK : IBK ne change pas, il faut donc le changer	<b>P.4</b>
<b>Brèves</b>	Santé : L'OMS clarifie sa position sur la transmission asymptomatique Kati : Les femmes sensibilisées sur la Covid 19 Journée Mondiale du Don de sang à Koutiala : 7000 poches de sangs enregistrés Insécurité à Gao : Rapt d'un véhicule Armée : Ouverture d'enquêtes Remaniement ministériel : Boubou Cissé reconduit mais ... Attaque terroriste au Mali : Plusieurs militaires FAMAs tués dans une embuscade Suite à une attaque terroriste à Tessalit : Deux casques bleus trouvent la mort	<b>P.10</b> <b>P.10</b> <b>P.10</b> <b>P.10</b> <b>P.11</b> <b>P.11</b> <b>P.12</b> <b>P.12</b>
<b>Actualité</b>	Aide présidentielle, à la lutte contre la Covid-19 : L'AFPROMER joue la carte de la transparence ! Gestion du fonds COVID-19 des maliens de l'étranger : Le CSDM demande au PM des éclaircissements sur les 6 milliards débloqués Koutiala : Mohamet Doucara installe une direction régionale	<b>P.15</b> <b>P.16</b> <b>P.17</b>
<b>Politique</b>	Le Collectif des députés recalés par la Cour Constitutionnelle hausse le ton : "Nous attirons l'attention des pouvoirs publics sur des risques réels de perturbation de la paix sociale" IBK rattrapé par le temps : Les Maliens entre déception et colère ! Moussa Camara, victime de la décision de la Cour constitutionnelle : « Il est urgent de réparer l'injustice qui a été faite » Adresse à la nation du Président IBK : Espoir déçu... Rapport du Secrétaire Général de l'ONU sur le Mali : La preuve que notre pays est toujours dans l'abîme	<b>P.18</b> <b>P.19</b> <b>P.21</b> <b>P.22</b> <b>P.23</b>
<b>Culture &amp; société</b>	Journée internationale de sensibilisation à l'albinisme : Le geste appréciable de la Fondation Salif Keita	<b>P.25</b>
<b>International</b>	Burundi : Réunion extraordinaire du conseil des ministres après le décès de l'ancien dirigeant Pierre Nkurunziza : Évariste Ndayishimiye aurait dû prendre le pouvoir à partir du mois d'août Etats-Unis : Donald Trump renonce à un meeting prévu le jour de commémoration de la fin de l'esclavage et défend son action en faveur des Afro-Américains	<b>P.26</b> <b>P.27</b>
<b>Sport</b>	Reprise des compétitions : Le Ministère en charge du sport n'a donné aucune autorisation Le Barça avait Vidal, le Real a Kroos : But dès la 3e minute à Madrid	<b>P.28</b> <b>P.28</b>



## Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations** (AMPI)  
**Siège** : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)  
**Email** : ampikile@gmail.com / malikile@gmail.com  
**Site Web** : www.malikile.com  
**Contacts** : +223 70 44 22 23

- **Redacteur en Chef** : Amadou TALL
- **Rédaction Générale** : Karamoko B. Keïta, Demba SIDIBE (Stagiaire), Moctar Sow, Diala Teny Konaté, Ibrahim Sanogo
- **Gérant** : Moctar Sow
- **Service Commercial** : Youssouf Diarra
- **Secrétariat** : AZIA Bénédicte





## M5-RFP - IBK : IBK ne change pas, il faut donc le changer

**D**écidément, le second grand rassemblement projeté par le M5-RFP le vendredi 19 juin au monument de l'indépendance inquiète dans les hautes sphères du pouvoir et coupe le sommeil à plus d'une personne. Et pour cause. En effet, les maliens se rappellent que la précédente sortie du regroupement, alors composé des seuls FSD, CMAS et EMK avait drainé au monument de l'Indépendance pas moins d'un million de personnes dans le calme et la discipline hormis un incident isolé en fin de rassemblement. Aujourd'hui, avec le renfort de nombreux syndicats, d'associations, de plate-forme et de partis politiques, tout laisse croire que le rassemblement du 5 juin serait de la petite bière à côté de celui prévu vendredi prochain. Une telle démonstration de force pour dénon-

cer la corruption et la mauvaise gouvernance et demander la démission pure et simple du Président de la République suscite forcément beaucoup de démarches pour empêcher, encadrer ou simplement saboter le rassemblement.

Face donc au déferlement prévisible dans les rues de Bamako, de nombreux acteurs mis en mission ou se mettant eux même en mission multiplient les rencontres tous azimuts.

Ainsi, dans la nuit du samedi 13 juin à l'initiative de l'ancien président Moussa Traoré et en sa résidence une rencontre a réuni, outre le maître des lieux, le président IBK, son Premier Ministre fraîchement reconduit Boubou Cissé, Mahmoud Dicko et Choguel Maiga du M5-RFP. Le compte rendu de cette rencontre a été fait par ce dernier en ces termes « A l'arrivée de

IBK accompagné de Boubou Cissé, le président Moussa Traore, d'entrée de jeu, a indiqué qu'il n'est ni médiateur ni arbitre. Mais qu'à plus de 84 ans il ne veut pas mourir en laissant un pays divisé. Il fallait une autorité morale pour organiser une inévitable rencontre car tous les conflits se règlent autour d'une table soit avant, soit pendant soit après d'éventuels affrontements. Et de préciser qu'il ne veut plus que le sang des maliens coule. » Il a, après cet exposé liminaire, indiqué que son rôle s'arrêterait là et qu'il invitait les protagonistes à se parler. Invité alors à prendre la parole, Choguel Maiga a indiqué que tout ce qu'il peut être amené à dire est déjà consigné dans les deux documents du M5-RFP à savoir le texte fondateur et la Déclaration finale du Rassemblement du 5 juin 2020.

A sa suite, Dicko a rappelé les relations personnelles qui le lient à IBK mais dit qu'aujourd'hui il a un choix à faire entre IBK et le peuple malien. C'est ce peuple malien qui, à travers le M5-RFP demande sa démission. Et de poursuivre que IBK doit écouter son peuple. Puis s'adressant à GMT il lui a rappelé ce qui lui est arrivé. Donc vous savez, Monsieur le Président qu'il est important d'écouter le peuple. Or IBK, du début de la contestation à ce

jour n'a eu aucune réaction ce qui est considéré comme du mépris. Même pas une adresse à la nation.

IBK a alors pris la parole pour indiquer qu'il prendra incessamment la parole et s'adressera à la nation. Et qu'il recevra le M5 dès le lundi 15 juin. Dicko lui a alors dit qu'il ne peut vouloir recevoir le M5 le lendemain d'une adresse à la nation et qu'il lui faudrait donner un temps de concertation après son intervention. D'où le report de la rencontre au mardi.

La rencontre chez Moussa Traoré a pris fin aux environs de 23 heures.

Le surlendemain, soit hier lundi 15 juin, le Front pour la Sauvegarde de la Démocratie (FSD), a reçu au siège de l'Opposition une forte délégation du regroupement de partis politiques « Ensemble pour le Mali » conduite par son Président Bokary Tréta. Après une minute de prières silencieuse pour le retour de Soumaila Cissé sain et sauf auprès des siens, Tréta, selon des informations qui ont filtré aurait demandé une solution politique entre partis politiques.

Mal lui en a pris car il avait en face de lui des hommes bien déterminés qui lui ont rappelé pêle-mêle que le FSD appartient à un regroupement plus large le Mouvement du 5 juin-Rassemblement des Forces Patriotiques (M5-RFP) dont la position est bien connue : la démission de IBK et de son régime. Selon des responsables du FSD, TRETÀ comme d'habitude prend son bâton quand IBK a le dos au mur mais que cette fois-ci il est trop tard car le FSD est trop engagé avec d'autres parte-

naires et que tout recul est impossible. Puis d'ajouter que c'est vous avez tout détruit. On a vu venir le désastre depuis 2015 avec l'Accord d'Alger. Vous avez accompagné ce désastre que personne dans la majorité présidentielle n'a dénoncé. Il y a un autre agenda qui n'est pas celui de EPM.

Enfonçant le clou un autre participant a indiqué que le jeu se fait en dehors de vous EPM et RPM. A preuve avez-vous été consulté pour la reconduction du Premier Ministre ? Notre jeu politique n'est pas institutionnel. Tout se passe ailleurs sans vous. Vous faites le service minimum et nous le comprenons. Autant IBK vous méprise autant il méprise son opposition. A vouloir toujours défendre l'indéfendable vous décredibilisez tout le système. Vous cherchez à apaiser les colères sans apporter de solutions. Les élections en offrent un exemple éloquent. Il en est de même pour toutes les réformes proposées. On prend prétexte du DNI pour les élections alors qu'il y avait des préalables non satisfaites. Nous refusons de reconnaître les résultats de ces élections. Le dialogue politique est possible mais avec des acteurs qui assument.

De toutes les façons vous faites bien de manifester votre bonne foi mais le pays est dirigé par un clan. La mobilisation actuelle pour demander la démission du Président est inédite. La parole présidentielle n'a plus aucun sens. Ce n'est pas vous qui êtes au pouvoir, c'est le clan. Le problème actuel n'est pas juridique mais politique. Écoutez la vox populi.

Combien de lettres et de rencontres entre IBK

et Soumaila Cissé ont été suivis de mépris. IBK ne veut pas diriger avec la classe politique. Notre conclusion est que le problème du Mali est IBK. TRETÀ dans sa lettre a parlé de rencontre entre patriotes. Agissons en patriotes. IBK ne change pas, il faut donc le changer. Il n'est plus une solution mais le problème. Nous ne laisserons pas le Mali se disloquer. Vous pouvez avoir des scrupules à critiquer le Président que vous avez fait élire. Cela est déjà arrivé au Mali. Notre combat pour la République, la Démocratie et la patrie doit aussi le vôtre. Joignez-vous donc à nous pour ce combat.

Pour le FSD, il reste donc plus à négocier que les conditions du départ de IBK et rien d'autre. Car existe désormais une véritable crise de confiance entre IBK et les Maliens.

La messe était dite et la rencontre pouvait prendre fin mais pas les initiatives des intercesseurs dont le doyen du corps diplomatique, l'ambassadeur du Maroc Hassane Naciri auquel il a été expliqué que le M5-RFP n'est pas un mouvement ni religieux ni nutschiste. Il lui a été demandé de dire à IBK d'écouter son peuple et de transmettre aux PTF que le regroupement n'est pas dans une logique de chaos.

D'autres démarches pour rapprocher les positions auront-elles lieu avant le jour J ? Attendons et nous verrons.

■ **Karamoko B. KEITA**





## Abdoulaye Bah



J'hésite entre deux titres pour mon post de ce matin, à la veille du discours du président IBK. IBK, la messe est dite ou IBK le désarroi. Lisez le contenu pour choisir vous même le titre.

Hier après-midi, quand j'ai appris que le Président va s'adresser à son peuple, j'étais impatient de découvrir ce qu'il allait concéder aux manifestants du 5 Juin. À 20 heures, il commence son discours avec un masque, ce qui n'est pas agréable à voir avec ses lunettes qui cache la lueur de ses yeux myopes. Au fur et à mesure qu'il lit son discours, j'attends toujours quelques déclarations mais il conclut brusquement "que dieu bénisse le Mali" et l'hymne national me confirme que c'est tout. Je suis sûr que même ses partisans les plus gelés et même son Premier ministre fraîchement reconduit sont tous surpris du contenu du discours.

On ne s'adresse pas à la nation, quand on a rien à dire et qu'on ne veut rien changer face à la montée des mécontentements généralisés de tout son peuple qui demande sa démission. À peine, il va lâcher cette phrase "je vais recevoir les leaders du mouvement dit du 5 juin". C'est la seule concession qu'il accepte.

Après, en écoutant ses réponses aux groupes de médiateurs venu le voir à Koulouba, on se rend compte qu'il est plus offensé par le manque de respect des manifestants qui ont dénoncé son incapacité, et son incompetence de gouverner le pays et le dit avec la banderole : "IBK, dégage", en demandant sa démission pure et simple. Il en est profondément choqué. Ce sentiment le bute à tel point qu'il n'entends pas les revendications sauf "instruire au PM, de s'atteler à régler les revendications des enseignants", après avoir sacrifié l'année scolaire des élèves. Son refus d'ouvrir l'ensemble des classes des écoles était dicté par le désir de faire plier les enseignants grévistes en continuant de suspendre leurs salaires, jusqu'au mois de Décembre, nouvelle date d'ouverture de l'année scolaire 2020/2021. Ce corps est dans un état sinistré, après tous ces longs mois sans salaire. Mais, ils continuent courageusement à résister. Il a vu qu'il ne peut pas les plier sous sa volonté. C'est maintenant qu'il veut les donner satisfaction en espérant qu'ils vont abandonner la plate-forme du mouvement du 5 Juin. C'est un mauvais calcul.

Il va parler aussi de programmes de modernisation de nos hôpitaux, de la situation des déplacés dont il n'a jamais rendu visite ( voir mon post spécial sur ce sujet après l'incendie de leur site), effleure le problème de sécurité et rebondit en se souvenant brusquement des résultats du Dialogue national inclusif, qu'il avait pourtant rangé dans ses tiroirs, en rappelant les bons sentiments de retrouvailles qui ont baigné cette rencontre. IBK, veut faire feu de tout bois en rappelant au peuple les concessions qu'il a accepté en l'associant à la gestion du pouvoir sans prendre la peine de faire le bilan dans l'application du DNI. Ce forum était la dernière chance que le peuple lui a offert pour redresser sa gouvernance dans la direction qu'il lui a indiqué. Le PM Boubou Cissé disait qu'il attendait l'adoption des résolutions du DNI, pour en faire sa déclaration de politique générale qu'il n'a jamais fait jusqu'à sa démission récente, six mois plutard.

Que reste t'il à faire aux maliens ?

Son plus grand soutien l'Imam Dicko se voit contraint de prendre son bâton de pèlerin pour lui demander de rendre sa démission car le Mali n'est pas son bien personnel. Ce sont eux, de bonne foi, qui ont cru, qu'il avait le bon profil parmi tous les candidats en 2013, de sauver du péril qui menaçait notre nation. Mais, au lieu de s'atteler à cette tâche, il va prendre un autre chemin, en se mettant au service de la France dont il va sous traiter la sécurité du pays et va s'atteler à ce qu'il sait faire le mieux, savourer les délices et l'or du pouvoir. Il va payer un nouveau jet présidentiel dont l'acquisition entachée d'irrégularités criardes va soulever un tollé général de l'opposition et de l'opinion publique. Il ne va pas reculer, même après le retrait des bailleurs multilatéraux. Il dira c'est un acte de souveraineté nationale basé sur l'étude comparative des coûts, entre l'achat et la location ponctuelle de jets. Les partenaires ont laissé passer parce que l'aéronef a été acquis sur fonds propres ( budget national). Il va faire du tourisme à travers le monde dans des hôtels de luxe aux frais de l'Etat alors que notre armée a grand besoin d'armes et d'équipements. En faveur des marchés d'habillement, Soumeylou Boubeye Maiga, ministre de la Défense à l'époque vont couvrir sous le sceau du "secret défense", des marchés de gré à gré, dont la surfacturation a été mise au jour par le Vérificateur Général dont les partenaires ont exigé l'implication afin de connaître l'étendue des dégâts. Il sera contraint de se débarrasser de tous les auteurs ayant trempés dans ces magouilles qui ont entachées le début de son mandat, et de faire résilier certains contrats conclus mais non exécutés. D'autres scandales vont suivre que je cite pèle mèle : les engrais dits "frelatés", l'affaire des 1000 tracteurs, l'affaire des aéronefs militaires, le détournement des fonds de la loi de programmation militaire qui est en dépassement de 100 milliards et le refus d'en faire l'audit après son exécution. Trop de rumeurs entourent la gestion de cette pactole gérée par le puissant Président de la commission de la défense de l'assemblée nationale Karim Keita. Les "officiers généraux milliardaires" sont sereins parce que bien couverts d'une poursuite éventuelle.

## Seydou Sidibe



Un médiateur doit être neutre. Le Haut Conseil Islamique est loin d'être neutre dans cette histoire.

## Ousmane Sacko



C'est avec une grande douleur que nous avons appris le décès de Mr Soumaila Bayini Traore, nous membres du CSDM USA en particulier et tout le CSDM en général, présentons nos condoléances les plus attristées à sa famille, ses collaborateurs au niveau du ministère de la Société Civile, ses amis et alliés politiques. Que son âme repose en paix. Camarade

## Soumaila Bayni Traore

au revoir et repose toi bien qu'Allah te reçoive dans son paradis. Merci



## Arnaud Ouedraogo

INTERVENTION DES AVOCATS AU COURS DE L'ENQUETE

(Extrait de la LOI n° 2018-975 du 27 décembre 2018 portant Code de procédure pénale en Côte d'Ivoire)

Art. 90. - Toute personne contre qui il existe des indices graves et concordants de participation à une infraction, ou qui en a été victime ou qui est appelée à apporter son concours à la manifestation de la vérité, peut, au cours de l'enquête, se faire assister d'un avocat.

Toutefois, à titre exceptionnel, dans les localités où il n'existe pas d'avocat, la personne peut se faire assister d'un parent ou d'un ami. Les magistrats ou les fonctionnaires chargés de la mise en mouvement et de l'exercice de l'action publique doivent l'informer de ce droit.

Mention de cet avertissement et éventuellement du nom de l'avocat, du parent ou de l'ami est portée au procès-verbal.

Art. 91. - Si la personne visée à l'article 90 alinéa 1 comparait accompagnée de son avocat, elle ne peut être entendue qu'en présence de celui-ci.

Dans le cas où la personne comparait et qu'elle exprime le désir de se faire assister d'un avocat, l'officier de police judiciaire lui impartit un délai tenant compte des nécessités de l'enquête, notamment de la garde à vue.

Si la personne retenue ou gardée à vue manifeste la volonté de se faire assister d'un conseil, l'officier de police judiciaire doit immédiatement aviser celui-ci ou autoriser l'intéressé à le faire par tous moyens. Mention est faite au procès-verbal.

Art. 92. - Pour les personnes bénéficiant de l'assistance d'un avocat, l'officier de police judiciaire est tenu d'aviser celui-ci des mesures prises en application de l'article 71.

Art. 93. - L'assistance de l'avocat consiste en sa présence physique aux côtés de son client, à relever et à faire mentionner, au procès-verbal toute irrégularité éventuelle qu'il estime de nature à préjudicier aux droits de son client.

Lorsque l'avocat fait des observations, il signe le procès-verbal.

Art. 94. - Les formalités prescrites par les articles 90 alinéas 2 et 3, 92 et 93 alinéa 2 sont prescrites à peine de nullité.

## Fahad Ag Almahmoud

Poches vides, c'est plus grave que Covid19.

Les manifestants à Tinzawatane sont ils Maliens ou algériens ?

Nouveau lourd bilan pour les FAMa dans la zone de Djabali.



Le problème avec IBK, il n'évalue personne pour les missions qu'il confiée.

Inchas Allahou

## Berger Dicko

Quatre-vingt-onze (91) Maliens bloqués à Dakar suite aux mesures prises dans le cadre du COVID-19 viennent de prendre un vol spécial affrété par le Mali pour Bamako..

Deux cent quarante (240) autres prendront des cars au cours de la semaine pour le pays.



## Moussa Mara

Discours du chef de l'État à la nation dimanche 14 juin : Pas à la hauteur de la profondeur de la Crise.

Le Président peut et doit mieux faire !

Merci au cadre de dialogue des confessions religieuses et de la société civile de travailler dans ce sens.



## Ahmed Ag Hamdouna

PLATEFORME DES MOUVEMENTS DU 14 JUIN D'ALGER 2014

Cellule de communication. Bulletin d'information  
Le 12 Juin 2020 la Plateforme des Mouvements du 14 juin 2014 a participé à une rencontre au ministère de la défense et de la sécurité. La rencontre présidée par le secrétaire général du ministère le Général Fané avait à l'ordre du jour les points relatifs au processus de screening prochain du DDR et le redéploiement du reliquat des Bataillons des FAMa à Kidal, Tombouctou, Gao et Ménaka. Les échanges ont permis d'évoquer les problèmes des inaptes du MOC et de programmer une seconde rencontre dans les jours à venir avec les représentants militaires des mouvements afin de discuter du redéploiement du reliquat des Bataillons avec Kidal comme priorité.



Le porte-parole de la Plateforme Moulaye Ahmed Ould Moulaye a signé au nom de la Plateforme les relevés de conclusions de la rencontre. Dans la journée d'hier 13 juin 2020, la plateforme des Mouvements du 14 juin 2014 a rencontré les responsables de l'ONG Geneva Call dans les locaux de ladite organisation à Bamako.

A l'ordre du jour des échanges, il a été question de la crise sanitaire due au coronavirus que traverse le pays et de comment la Plateforme pourrait aider à garantir l'accès aux soins de santé dans certaines zones inaccessibles du pays.

Parmi les responsables de la Plateforme présents il y avait le Président Fahad Ag Almahmoud, le Porte-parole de la Plateforme Moulaye Ahmed Ould Moulaye, Mr Abdourahmane Maïga responsable de la CMFPR et Mr Moussa Ag Acharatoumane secrétaire général du MSA. Les échanges ont permis d'identifier des points sensibles notamment la situation critique dans la région de Tombouctou, le manque de laboratoire mobile dans les régions de Ménaka et Taoudeni malgré l'existence de cas avérés de ressortissants de ces deux régions.

L'ONG Geneva Call a proposé à la Plateforme de signer une déclaration unilatérale d'engagement sur les points discutés.

La Plateforme a accepté de signer cette déclaration importante pour aider à soulager les populations de nos régions et a demandé à l'ONG de plaider auprès des partenaires pour apporter une solution aux préoccupations évoquées.

Parmi les points saillants de la déclaration, il y a entre autres:

- 1- Adopter des mesures préventives de lutte contre la propagation du COVID-19 nécessaires et proportionnelles pour protéger la santé publique.
- 2- Respecter et protéger le personnel de santé, les transports, les installations et les biens.
- 3- Faciliter le traitement et l'évacuation des blessés et des malades et permettre le passage rapide et sans entrave de l'ensemble des véhicules utilisés pour la prestation des soins de santé;
- 4- Respecter les emblèmes distinctifs de la croix rouge, du croissant rouge et du cristal rouge, et ne pas les utiliser à des fins autres que la prestation de soins de santé;
- 5- Les civils doivent être protégés contre les traitements inhumains et dégradants;
- 6- Protéger la santé et le bien-être des personnes privées de liberté, sans discrimination, par l'adoption de mesures préventives visant à endiguer la propagation de la maladie infectieuse.

Le responsable de l'ONG Geneva Call a remercié la plateforme pour sa disponibilité et la réunion s'est terminée par une cérémonie de signature de la dite déclaration unilatérale.

Bamako, le 14 juin 2020

Pour la Plateforme. La cellule de Communication

### Forces Armées Maliennes



La Région Militaire Gao accompagne un valeureux soldat à sa dernière demeure

Le 1er Cavalier Adama Diarra tombé les armes à la main reçoit les honneurs de sa patrie ce dimanche 14 juin 2020 dans l'en-

ceinte du camp Firhoune Ag Alinçar de Gao. La cérémonie funèbre a été présidée par le commandant en second du PCIAT de théâtre des opérations Est, le colonel Bourama Coulibaly en présence du commandant de la Région militaire de Gao, le colonel Issa Mamadou Coulibaly.

Le 1er Cavalier Adama Diarra né le 11 juin 1994 à Sikasso de Bakary et de Awa Mariko a été incorporé dans l'armée comme engagé volontaire en 2016. Après sa formation commune de base, il fut affecté au 133ème Escadron de Reconnaissance en 2017. Il servit les postes de sécurité de Taoussa, d'Ansongo où il a été désigné pour une mission de corvée d'eau. Cette mission attaquée par des individus sans foi ni loi dans la ville d'Ansongo lui a été fatale.

Marié et père d'un garçon, le 1er Cavalier Adama Diarra repose désormais au cimetière Djidara de Gao. Reposez en paix vaillant soldat.



### Ammy Baba Cisse



Le gouverneur du district a refusé d'autoriser un sit in du syndicat des enseignants des écoles privées.



Un charlatan est toute personne qui exploite la crédulité publique.

Les charlatans qu'IBK a rencontrés à Koulouba ne sont pas ceux qu'il doit rencontrer.



## Yehia Tandina

### COVID-19 TOMBOUCTOU

Le bon sens des patriotes s'est traduit par les bonnes œuvres.

Le groupe ADDAOUALA vient de mettre à la disposition du personnel soignant de l'hôpital, des malades confinés dans le centre et dans les familles, une centaine de cartons d'eau minérale. Ce geste hautement patriotique a été salué par le responsable du centre Dr Charles DARA.

Occasion de remercier les membres du groupe ADDAOULA de Bamako à TOMBOUCTOU particulièrement son président Hamane Moulage EL-HADJ pour ce geste de portée majeure. Ensemble gagnons la lutte contre la COVID19



## Abdoul Momini Bokoum

En précision de taille

La rencontre entre IBK et L'imam Dicko.

C'est Choguel qui a accompagné Dicko chez l'ex Président Moussa Traore.

Le PM Boubou Cissé et les deux fils d'IBK étaient aussi à la rencontre....



## M. Nouhoum Togo - Officiel

Zone de Diabaly

44 soldats portés disparu.

Qu'Allah les protège



## Traoré Zoumana

N'oublie jamais tes propres propos, un jour, ils peuvent retourner contre toi-même  
#Nouhoum\_Sarr tacle Ras Bath sur Africable : "Dans un passé récent mon grand frère Ras Bath et moi étions dans la rue, nous demandions le rétablissement de la vérité des urnes, autrement dit la démission d'IBK et l'installation de Soumaila Cissé à sa place. Dans un passé récent mon grand-frère a regarder les Maliens droit dans les yeux et leur a dit ceci "si il faut casser ce pays et le renverser nous sommes prêt à le faire pourvu qu'il y ait le changement" mais aujourd'hui si ce même Ras Bath regarde les Maliens et dit "



ces gens-là veulent tout casser, ces gens là veulent chasser IBK" c'est quand même avoir un esprit sélectif, cela lui fait porter le chapeau qui le disqualifie à jamais pour s'ériger en donneur de leçon de la démocratie malienne. "



## Dol Coumbi

IBK est vieux et fatigué, pourquoi s'accrocher au pouvoir au risque d'être dénigré par le peuple? Dieu a tout fait pour toi, c'est le moment de partir



## JournalduMali

URGENT #Mali #Politique #Crise #M5 #CMAS  
L'imam Mahmoud Dicko tiendra un point de presse, ce mercredi 17 juin à 16h au siège de la CMAS à Faso Kanu.



## mountagatall

Un président de la République peut-il, doit-il faire une adresse à la Nation et ne rien dire ? Ne vaut-il pas mieux alors se taire ?

IBK continue sa politique des faits accomplis. Les maliens ont vu, entendu et compris. Un peuple méprisé répond toujours.



## TRETA Bokary RPM

Bonjour mes chers compatriotes, une rencontre en cours FSD/EPM au siège du chef de file de l'opposition, honorable Soumaila CISSE.



## Santé : L'OMS clarifie sa position sur la transmission asymptomatique



Depuis début février, nous disons que les personnes asymptomatiques peuvent transmettre la COVID-19, mais que nous avons besoin de plus de recherches pour établir l'étendue de la transmission asymptomatique", a déclaré mercredi Tedros Adhanom Ghebreyesus, Directeur général de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), lors d'un point de presse virtuel depuis Genève. "Mais voici ce que nous savons : trouver, isoler et tester les personnes qui présentent des symptômes, ainsi que retracer et mettre en quarantaine leurs contacts, est le moyen essentiel d'arrêter la transmission de COVID-19", a-t-il ajouté. Selon lui, l'OMS "pouvait toujours faire mieux" au sujet de ses recommandations sur la transmission asymptomatique du coronavirus. "La COVID-19 est un nouveau virus et l'OMS apprend tout le temps", a-t-il souligné. "Nous sommes favorables à un débat constructif et c'est ainsi que la science progresse. Les avis de l'OMS continueront à évoluer au fur et à mesure que de nouvelles informations seront disponibles", a-t-il affirmé. L'OMS continue à "travailler 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 pour accélérer la science et en apprendre davantage sur la manière dont la maladie se propage, sur les meilleures pratiques en matière de recherche des contacts, ainsi que sur la mise au point de nouveaux traitements et vaccins", a déclaré le chef de l'OMS. Selon les derniers chiffres publiés par l'OMS, la pandémie a fait au moins 407.159 morts dans le monde, ainsi que plus de 7,12 millions de cas confirmés dans 196 pays et territoire.

## Insécurité à Gao : Rapt d'un véhicule



Les braquages ne faiblissent toujours pas dans la ville. Un véhicule a été enlevé le mercredi dernier au quartier Château par des hommes armés non identifiés. Selon de sources locales, le véhi-

## Kati : Les femmes sensibilisées sur la Covid 19



Après les six communes du District de Bamako, c'est au tour des femmes leaders du cercle d'être sensibilisées sur la maladie à coronavirus. Initié par le Ministère de la Promotion de la Femme de l'Enfant et de la Famille, 40 associations ont bénéficié de 120 masques de protection le mercredi dernier. Si certaines bénéficiaires saluent l'initiative, d'autres disent que le ministère a pris un peu de retard. Les bénéficiaires réclament des kits de lavage à main.

## Journée Mondiale du Don de sang à Koutiala : 7000 poches de sangs enregistrés



La Banque de sang a pu fournir plus de 7000 poches de sang aux malades en 2019. C'est ce qu'ont annoncé, le jeudi dernier, les responsables du laboratoire de la localité au cours d'une émission radio initiée par l'Association Médecins Sans Frontières. Cette activité s'inscrit dans le cadre des activités du 14 juin, journée internationale du don de sang. Pour rappel, la Banque de sang de Koutiala est 2ème pourvoyeuse de sang au Mali, après celle de Bamako.

cule appartiendrait à la commission DDR de la localité. Une enquête a été ouverte pour retrouver les auteurs et l'engin. Dans le même quartier, une boutique de vente de pagnes a été braquée le jeudi 11 juin 2020. Mais les jeunes de la localité ont empêché les assaillants de continuer avec leur forfait.



## Armée : Ouverture d'enquêtes



**S**elon le ministre de la Défense, des missions d'enquête opérationnelle ont été diligentées pour « faire la lumière sur les allégations d'exécutions extrajudiciaires de 29 civils peuhl à Niangassadiou et Binedama, dans la région de Mopti ». L'armée malienne est soupçonnée également d'« exactions » sur 8 personnes et de « l'enlèvement de 22 autres » dans le village de Massabougou dans la région de Ségou. Le communiqué indique que « des sanctions seront prises par le Chef Suprême des Armées » et « les coupables seront traduits devant la justice, s'il s'avérait que ces exécutions sont l'œuvre des forces armées maliennes ».

Selon le document, toutes les responsabilités seront situées dans cette affaire. Cette réponse du gouvernement malien fait suite à un rapport d'Amnesty International accusant les forces de défense et de sécurité du Mali, du Niger et du Burkina Faso de « graves violations de droits humains ». Selon l'organisation, plusieurs cas d'exécutions extrajudiciaires et de disparitions forcées ont été recensés entre février et mars 2020 dans les communes de Diabaly et de Dogofri, dans le cercle de Niono, région de Ségou.

Pendant ce temps, les présumés détournements des fonds alloués aux forces armées et de sécurité du Mali continuent d'alimenter les débats au sein de l'opinion malienne. Un mécanisme de faux bulletins de salaire a récemment été découvert dans le département ministériel, selon des documents circulant sur plusieurs plateformes de médias. Ces documents rappellent que des améliorations des conditions de vie et de travail des militaires ont été octroyées dans le cadre de la loi d'Orientation et de Programmation Militaire. Dans un communiqué, le ministre de la Défense annonce avoir ordonné une autre enquête dans cette affaire.

Abonnez vous à votre journal numérique

# Malikilé

pour recevoir les dernières informations

## Remaniement ministériel : Boubou Cissé reconduit mais ...



**E**n sept ans de gouvernance, le président Ibrahim Boubacar Kéita est à son sixième Premier ministre. Incroyable mais vrai pour celui qui se faisait appeler «Kankéléligui» candidat à la magistrature suprême.

Ibrahim Boubacar Kéita est le Malien qui a successivement occupé les postes honorifiques : Secrétaire général de la Présidence de la République, Ambassadeur du Mali en Côte d'Ivoire, ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale, Premier ministre, président de l'Assemblée Nationale du Mali, président du plus grand parti malien, Alliance pour la Démocratie au Mali-Parti Africain pour la Solidarité et la Justice (ADEMA-PASJ).

Il fut nommé ou élu à des postes de responsabilité en si peu de temps, de 1992 à 2020. Le président IBK a eu un parcours politique certes bien rempli, cependant les bilans de ses gestions seraient décriés pour mauvaise gouvernance. Bilan nul en ce sens que le vol de l'argent public, le détournement de fonds, la délinquance financière et la corruption ont été érigés en système de gouvernance.

L'ancien Premier ministre du président Alpha Oumar Konaré croit au pouvoir de l'argent. C'est vrai qu'une bonne partie du peuple malien est vénale mais pas tous.

### L'heure est grave dans tous les secteurs

Imaginez un pays où les enfants ne vont plus à l'école, les dispositifs sanitaires sont bafouillés, la sécurité de la population et de leurs biens est le dernier souci des autorités ! Quels cadres pour demain ? Le Premier ministre Boubou Cissé et le président Ibrahim Boubacar Kéita refusent de prendre langue avec le peuple au moment où le dialogue est encore possible avec les syndicats de différentes corporations de travailleurs.

IBK coupe l'herbe sous leurs pieds par la prolongation du mandat de Boubou Cissé à la Primature. Par ce geste du Président, tous les ministres du gouvernement Boubou Cissé I pourront reprendre leur place dans le gouvernement Boubou II. Un nouveau gouvernement, quel que soit sa taille, ses membres, formé par un Premier ministre reconduit ne pourra pas désamorcer la crise profonde qui secoue le pays.

Boubou Cissé reconduit pour faire main-basse sur les maigres ressources. Il reste à IBK deux (02) ans et trois (03) mois de règne, si le Rassemblement des Anti-IBK le laisse en liberté.

**Safouné KOUMBA**



## Attaque terroriste au Mali : Plusieurs militaires FAMA tués dans une embuscade



**C**e 14 juin, plusieurs militaires ont été tués dans une embuscade menée par des groupes terroristes à Diabaly dans le cercle de Niono.

Selon une source locale, c'est une embuscade qui a visé une patrouille de l'armée Malienne dans le cercle de Niono. Selon la même source, l'attaque aurait été extrêmement violente qu'on n'a pas pu établir un bilan, en effet, plusieurs soldats manquaient aux appels et des véhicules aussi. Cependant dans la région de Ségou, plusieurs morts ont été enregistrés dans le secteur de Diabaly. Selon un témoin, l'armée de l'air est intervenue, mais pour l'instant, les autorités militaires n'ont fait aucun communiqué sur l'attaque. Notons que la commune de Diabaly est connue comme étant une zone où les activités du groupe terroriste de la Katiba Macina sont très intenses. Niono est une ville et une commune du Mali, chef-lieu du cercle de Niono dans la région de Ségou.

## Suite à une attaque terroriste à Tessalit : Deux casques bleus trouvent la mort



**L** nous revient que c'est un convoi logistique de la mission onusienne, reliant la localité de Tessalit à Gao, qui a été pris pour cible par plusieurs individus armés, le samedi dernier, en début de soirée.

La MINUSMA a, à travers un communiqué, signalé que le convoi était à l'arrêt quand il a été attaqué vers la commune de Tarkint, au Nord-est de Gao. Les Casques bleus ont, semble-t-il, riposté avec fermeté et mis en fuite les assaillants.

Le chef de la MINUSMA, Mahamat Saleh Annadif, a réaffirmé son « indignation et sa profonde peine », tout en condamnant des « actes lâches qui ont pour but de paralyser les opérations de la Mission sur le terrain. ». Et de relever : « Nous devons conjuguer tous les efforts afin d'identifier et d'appréhender les responsables de ces actes terroristes pour qu'ils répondent de leurs crimes devant la justice. »

**A DIARRA**



# FOFY<sup>®</sup> INDUSTRIES

L'équipementier de votre maison

## CUIVES

## MALISADIO



Santé • Sécurité • Economie



OFFICE CENTRAL DE LUTTE  
CONTRE L'ENRICHISSEMENT ILLICITE

==000==

SECRETARIAT GENERAL

==000==

REPUBLIQUE DU MALI  
*Un Peuple-Un But-Une Foi*

==000==

## COMMUNIQUE

Le Président de l'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite (OCLEI) informe l'opinion nationale et internationale que l'OCLEI a mis en service le **NUMERO VERT 80 00 22 22**. Ce numéro vert permet aux citoyens de disposer d'un mécanisme efficace et rapide de dénonciation de faits présumés d'enrichissement illicite.

Du 9 décembre 2019 au 31 mars 2020, l'OCLEI a reçu plus de **300 appels**. Les faits dénoncés sont en cours de traitement.

Après les investigations, le Conseil de l'OCLEI décidera de la transmission des cas susceptibles de constituer un enrichissement illicite aux juridictions compétentes. La justice décidera de la suite à réserver aux dossiers transmis par l'OCLEI.

Le Président de l'OCLEI remercie tous ceux qui ont déjà bien voulu apporter leur soutien à la lutte contre l'enrichissement illicite.

**Bamako, le 23 avril 2020**



**Moumouni GUINDO**  
Chevalier de l'Ordre national

Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite (OCLEI),

Bamako, Hamdallaye ACI 3000, Place CAN, rue 390, BP: E3977, Téléphone: (00 223) 20 29 12 29, N°vert: 80 00 222 22, Site web: www.oclei.ml



# Aide présidentielle, à la lutte contre la Covid-19 : L'AFPROMER joue la carte de la transparence !

Chose promise, chose due ! Comme promis, l'aide présidentielle allouée à l'Association des Femmes Professionnelles des Métiers de la transformation alimentaire et de la Restauration (AFPROMER), dans le cadre de la lutte contre la Covid-19, via le ministre de l'Artisanat et du Tourisme, se distribue normalement et dans la plus grande transparence par une mission de bénévoles installée, à cet effet, par le Comité directeur de l'AFPROMER. Qui sont les groupes cibles ?



**A**près une première opération qui s'est déroulée à la veille de la fête de Ramadan, la seconde opération de distribution a commencé, depuis le lundi 8 juin 2020, à l'Immeuble Bréhima Dembélé, à l'ACI 2000, et va de 16H à 18H pendant les jours ouvrables et de 9 H à 17 H les jours non-ouvrables. Les travaux de cette deuxième opération resteront en cours jusqu'au dimanche 21 juin 2020.

Attachée aux valeurs de la transparence, la présidente de l'AFPROMER, Mme Traoré Oumou Traoré, dans un communiqué N°001-20 en date du 4 juin 2020, informait les membres de l'association de la date du commencement des opérations de distribution en ces termes : « **les enregistrements de distribution pour le 2ème lot reçu de céréales transformées se poursuivront à compter du lundi 8 juin 2020 de 16 H à 18 H pour les jours ouvrables et de 9 H à 17 H le samedi, suivant un objectif de 150 cibles. Chaque acteur aura 4 sacs de 25 Kg de farine de**

**sorgho et 5 sacs de 5kg de macaroni. Ces opérations resteront en cours jusqu'au 21 juin 2020 et se passeront à l'immeuble Bréhima Dembélé à l'ACI-2000, voir enseigne MES (sur le boulevard en direction du monument la Bougie). En cas de besoin, contactez le responsable de l'équipe de distribution, Monsieur Diakité au : 74 00 86 20 ou 69 59 85 51 ».**

Selon la présidente de l'association, l'opération vise à toucher le maximum d'acteurs des services de la restauration : les gargotes, les crêperies, les dîbiteries, les cafétérias, les restaurants de la rue...

Les opérations de distribution pendant la soirée des jours ouvrables, donc en dehors des heures de travail, trouve son explication dans le fait que les membres de l'équipe de distribution sont des bénévoles et membres travailleurs de l'association.

Par ailleurs, la présidente de l'AFPROMER rappelle que les conditions de répartitions des vivres convenues par le comité directeur sont

les suivantes : la carte de métier APCMM, le Nif, le RCCM plus deux photos d'identité qui sont facultatives et le paiement de la carte d'adhésion qui est librement ouverte.

Pour rappel, toutes ces opérations s'inscrivent dans le cadre du programme d'urgence présidentielle à la suite duquel le gouvernement du Mali a décidé de soutenir, à travers le commissariat à la Sécurité alimentaire, les coopératives professionnelles durement affectées par la pandémie du Covid-19, dont le secteur du tourisme, par une donation de vivres. La cérémonie de lancement de l'initiative organisée à l'occasion était présidée par le Premier ministre dans la cour de l'OPAM à Sogoniko, le 9 mai 2020.

A cet effet, l'AFPROMER a reçu des mains du ministre de l'Artisanat et du Tourisme, conformément à la décision n°2020-73/PR-CSA du 11 mai 2020, ladite donation de vivres.

■ Ibrahim Sanogo

# Gestion du fonds COVID-19 des maliens de l'extérieur : Le CSDM demande au PM des éclaircissements sur les 6 milliards débloqués

Le président du Conseil Supérieur de la Diaspora Malienne, Mohamed Chérif Haidara, a animé la semaine dernière une conférence de presse au cours de laquelle il s'est prononcé sur les sujets tels que : le rapatriement des maliens bloqués à l'étranger ; les 5000 hectares alloués à la diaspora en zone office du Niger ; le prochain remaniement ministériel et la régularisation des Maliens de France en situation irrégulière

Par rapport au rapatriement des Maliens bloqués à l'étranger, le président du CSDM a rappelé que le Président de la République avait débloqué 6 milliards de nos francs pour aider la diaspora malienne. Cette aide devrait permettre de faire face à cette situation exceptionnelle.

De même, a-t-il ajouté, lors de son adresse à la Nation, par rapport aux mesures sociales, IBK avait instruit au Premier ministre de tout mettre en œuvre pour le rapatriement des maliens bloqués à l'étranger soit fait. Mais jusqu'ici, c'est le statu quo. Face à cela, « le ministère des Maliens de l'extérieur n'a reçu que 250 millions de FCFA » a déploré Mohamed Chérif Haidara. Selon lui, son organisa-

tion, en collaboration avec le ministère des Affaires étrangères, avait organisé des vols pour procéder au rapatriement de nos compatriotes vivant à l'étranger en mai 2020.

Cette procédure devrait permettre de rapatrier les Maliens de la Tunisie, du Maroc, de la France, de Dubaï et des États-Unis d'Amérique. « Vu le très grand nombre de maliens encore bloqués ou en situation précaire à l'étranger, ces 250 millions de francs CFA sont insignifiants pour permettre à notre ministère de tutelle d'organiser les rapatriements, malgré la bonne volonté du ministre Amadou Koïta ainsi que de nos autorités diplomatiques et consulaires », a soutenu Mohamed Chérif Haidara. Evoquant le chapitre des 5000 hectares alloués à la diaspora en zone office du Niger, le président Haidara se dit étonné de voir circuler un courrier du Haut conseil des Maliens de l'extérieur daté du 30 mars 2020, sous le n°00018 concernant leurs attributions. Ce projet, précise président du CSDM, a été initié par Abderrahmane Sylla, alors ministre des Maliens de l'extérieur. Mais, c'est la sous la gouvernance du ministre Amadou Koïta, après sa visite en août 2019 à M'bèwani (région de

Ségou) en zone office du Niger avec une forte délégation du CSDM et un représentant du haut conseil des Maliens de l'extérieur (HCME) que ces terres ont été affectées à la diaspora malienne dans son ensemble. « À cet effet, nous informons la diaspora que ces terres ne sont pas attribuées à l'association dénommée le Haut conseil des Maliens de l'extérieur, mais à notre ministère de tutelle », a précisé le président du CSDM.

S'agissant du remaniement ministériel en cours, le Conseil supérieur de la diaspora malienne souhaite que le ministre Amadou Koïta reste à son poste. Car selon lui, ce dernier a déjà entamé de grands chantiers allant dans le seul bonheur des maliens établis à l'étranger.

Le dernier sujet du jour avait trait à la régularisation des Maliens de France en situation irrégulière. Sur ce point Mohamed Chérif Haidara n'a manqué d'évoquer les comportements « indignes et non honorables », selon lui de Baidy Dramé.

■ Diakalia M. Dembélé





## Koutiala : Mohamet Doucara installe une direction régionale

**Dans le souci de doter la ville de Koutiala d'une structure douanière d'une région afin de relever efficacement le défi économique du Mali tout entier, la Direction générale des Douanes du Mali, dirigée par l'Inspecteur général Mohamet Doucara, a procédé, le samedi 13 juin 2020 à l'inauguration de la direction régionale des douanes de Koutiala.**

**A** travers l'ouverture de cette direction régionale dans la capitale de l'or blanc, le Directeur général des Douanes avait une double motivation. Au-delà de l'enjeu économique de ce projet, le souci de répondre à un vœu du gouvernement, qui consiste à pousser la décentralisation de façon plus intégrée, a également motivé cette initiative de Mohamet Doucara. Pour ce faire, il n'a pas du tout trainé les pieds au regard de l'anxiété du gouvernement à faire évoluer ce projet tant exigé par les populations.

La cérémonie était présidée par le préfet, représentant le Gouverneur de région, a constaté l'AMAP.

Ladite cérémonie a été cumulée avec celle de l'installation du directeur régional des

Douanes de Koutiala, Mohamed Coulibaly, en présence du 1er vice-président du Conseil de cercle, du maire de la Commune urbaine de Koutiala, des députés, du Directeur général des douanes du Mali, Mohamet Doucara, et des opérateurs économiques.

Dans son message de bienvenue, le maire, Oumar Bah Dembélé, a salué le clin d'œil des plus hautes autorités maliennes aux populations de Koutiala.

A l'en croire, une telle structure va contribuer à sécuriser non seulement l'économie, mais aussi les personnes et leurs biens.

Le Directeur général des Douanes, Mahamet Doucara a expliqué que la mise en service de la direction régionale douanière de Koutiala est une réponse à la bonne gouvernance prô-

née par les hautes autorités du pays mais aussi aux multiples défis auxquels fait face la douane malienne.

Parlant de ces défis, il y a la simplicité et la facilité des procédures offertes aux usagers. Selon Mohamet Doucara, Koutiala est une « ville industrielle. Par sa position de carrefour, la ville est devenue, au fil des années, un très grand centre d'échanges où le commerce et le transport sont florissants, grâce au dynamisme de ses opérateurs ».

La nouvelle direction régionale de Koutiala compte deux divisions comprenant quatre sections dont la section recherche et intervention. Toutes ces structures sont animées par une quarantaine d'agents des douanes, tous grades confondus, équipés d'une dotation renforcée en matériels et véhicules grâce à l'appui du départ.

Selon le premier responsable des Douanes, ce dispositif, devrait permettre de rehausser la contribution de la Région, dans la réalisation des recettes au profit du Trésor public et de renforcer la protection des industries nationales en luttant efficacement contre la fraude et la criminalité transnationales. Un autre défi relevé par l'équipe Doucara, juste bravo !

■ Ibrahim Sanogo



# Le Collectif des députés recalés par la Cour Constitutionnelle hausse le ton : “Nous attirons l’attention des pouvoirs publics sur des risques réels de perturbation de la paix sociale”



Un regroupement dénommé “le Collectif des députés élus par le peuple et spoliés par la Cour constitutionnelle” était hier face à la presse. Objectif : mettre à niveau les journalistes par rapport à leurs revendications qui demeurent, selon eux, la restitution de leur “victoire”.

Plusieurs membres de ce collectif ont pris part au point de presse, au nombre desquels, Ibrahim Kébé, Bananzolé Boura, tous candidats à Kati, Adama Noupoumon Diarra de Sikasso, pour ne citer que ceux-ci.

Dans la déclaration liminaire lue par Bourama Tidiani Traoré dit Bananzolé Boura, député sortant à Kati, ce dernier a rappelé que leur regroupement a vu le jour après la proclamation des résultats définitifs par la Cour Constitutionnelle et regroupe en son sein des députés de plusieurs circonscriptions électorales. Il s’agit, entre autres, des localités de Bougouni ; Bafoulabé, Kati, Mopti, Sikasso, Tenenkou, Youwarou et trois communes de Bamako, notamment les communes I, V et VI.

Le “Collectif des députés élus par le peuple

et spoliés par la Cour Constitutionnelle” a profité de cette occasion pour faire l’état des lieux de la situation en ces termes : “En outre, dans certaines circonscriptions électorales comme Sikasso et Kati, des pratiques graves, aux antipodes de la démocratie et des droits de l’Homme (intimidations, enlèvements, menaces, répressions, séquestrations) ont émaillé le scrutin”. Pour le porte-parole, leur collectif a produit un mémorandum restituant les faits. Il a été remis aux missions diplomatiques pour informations. “Après les premières protestations populaires dans nos circonscriptions respectives, dans le cadre d’une démarche responsable et citoyenne, nous avons sollicité l’intermédiation de leaders religieux, à l’effet de plaider notre cause auprès des plus hautes autorités du pays. Pour conforter les démarches, les leaders religieux (le Haut conseil islamique du Mali) nous ont demandé d’intercéder auprès des jeunes pour ramener le calme dans nos circonscriptions respectives”, a fait savoir Bananzolé Boura. Avant d’ajouter qu’à ce jour, l’intermédiation de Haïdara a

conduit à l’organisation d’une réunion des représentants de leur Collectif et le Premier ministre qui les a, selon lui, écoutés et devrait rendre compte au président de la République. “Au moment où nous nous adressons à la presse, nous n’avons pas reçu la suite réservée à notre revendication”, a fait savoir l’intéressé. Pour les membres de ce regroupement, l’urgence qui s’attache à la résolution de cette crise passe nécessairement par le rétablissement de la vérité des résultats des élections législatives dans des circonscriptions concernées où des frustrations sont subies. C’est pourquoi, le collectif a fait la remarque suivante : “Au demeurant de nos constats et observations, nous attirons l’attention des pouvoirs publics sur des risques réels de perturbations de la paix sociale dans les localités concernées, consécutives aux frustrations subies”. Avant d’ajouter qu’il faut s’attendre à une forte aversion des populations pour le vote, les jours, semaines et mois à venir.

■ **Kassoum THERA**

## IBK rattrapé par le temps : Les Maliens entre déception et colère !



Ibrahim Boubacar Keïta, promettait un Mali nouveau. Ce dans tous les secteurs : sécurité, éducation, habitat, santé... Des promesses à la limite irréalistes et irréalisables, mais auxquelles bon nombre de Maliens ont cru. Aujourd'hui, la déception est le sentiment le plus partagé au sein de l'opinion nationale. Où sont donc passés les engagements d'IBK? Après un premier quinquennat et dix-huit mois, la réalité crève les yeux. Où sont la paix et la sécurité promises. Elles sont loin d'être concrétisées, l'insécurité ayant atteint son paroxysme, sous celui-là même qui jurait d'apporter une solution définitive aux problèmes du Nord, réconcilier les Maliens et rétablir durablement la paix et la souveraineté. A l'époque, expliquait-il, « le Mali a démantelé son système de défense avec pour conséquence le délaissement progressif d'une partie du territoire. Et que la zone nord a été depuis plusieurs années administrée par les réseaux de trafiquants, notamment narcotrafiants... Notre souveraineté dépendra de notre capacité à apporter une solution définitive aux problèmes du Nord, à anticiper nos besoins futurs nécessaires à notre souveraineté durable mais

également à prévenir d'éventuelles nouvelles sources d'instabilité pouvant venir d'ailleurs ». Aussi, il s'était engagé à convoquer des assises nationales du Nord ; mettre les bases d'une justice traditionnelle post conflit; créer un institut de la prévention des crises et des conflits ; mettre en place une commission « Après Minusma » pour que le Mali puisse réfléchir et prendre des mesures afin de bien gérer le transfert des responsabilités de la Minusma aux autorités Maliennes lors de son départ. Où en est-on avec ces réformes ?

De même, le président IBK avait promis la refondation du dispositif de défense et de sécurité du Mali. Selon lui, la crise malienne du Nord a mis en évidence l'incapacité de notre armée à assurer sa mission ; assurer la protection du territoire, de la population et des intérêts maliens. « Une réforme s'impose pour que notre armée puisse connaître et anticiper, prévenir, dissuader, protéger, et intervenir. Les problèmes de nos forces de défense et de sécurité sont sans doute liés à des problèmes de moyens, à une mauvaise utilisation des ressources disponibles mais également à une absence d'autorité ». IBK devait donc doter nos

forces de défense et de sécurité des moyens humains, technologiques et matériels nécessaires à leur mission ; reformer la gestion des ressources humaines dans l'armée ; créer les conditions pour mieux utiliser les ressources financières des forces de défense et de sécurité ; améliorer les conditions de vie des troupes.

Des mesures finalement rangées aux oubliettes. Le peuple a vite découvert un régime corrompu avec des scandales à gogo, des voyages princiers à l'étranger, une armée affaiblie et moins équipée, une méthode de gouvernance qui met la famille et les affidés au centre de la gestion des affaires publiques, une insécurité grandissante et l'éloignement de tout espoir de paix.

Une loi de programmation militaire a certes été votée par l'Assemblée nationale. Cela ne saurait cacher l'état, encore dérisoire, dans lequel se trouvent les forces armées maliennes et de sécurité. Une situation qui va de mal en pis, avec à la clé des scandales dont les plus retentissants restent l'affaire de l'achat des équipements militaires (hélicoptères, blindés...) Conséquence : IBK a consacré deux ans de son premier mandat à courir derrière les rebelles pour arracher un accord qui consacre la partition du pays. Ceci est l'œuvre du candidat à la présidentielle qui avait fait la promesse de mater la rébellion, de renforcer les capacités de l'armée malienne et de rétablir « l'honneur du Mali ». En vérité, le président de la République n'avait aucune idée pour juguler le problème du septentrion malien. Les tâtonnements qui conduisent aux situations dramatiques, sont bien la preuve qu'il n'y a pas de projet.

Où est la lutte contre la corruption tant chantée ? A la place, il est servi aux Maliens une mauvaise gouvernance inédite qui cause de préjudices incommensurables au trésor public. Et l'égalité des chances ? Un vain slogan. IBK a fait émerger sa famille, son clan et son cercle d'amis.

Pendant ce temps, le peuple trime. Le malien lambda cherche à joindre les deux bouts. « On nous a promis le ciel, nous sommes tombés dans un gouffre profond. On nous a promis l'honneur et la dignité, pour nous servir l'humiliation et la honte », confie la présidente du mouvement des femmes d'un parti politique. De son côté, Issa Kaou Djime, coordinateur général de la CMAS (Coordination des mouve-

ments, associations et sympathisants de l'imam Mahmoud Dicko) estime que quand IBK est arrivé aux affaires, le Mali souhaitait négocier avec la rébellion, l'armée à cette époque était à Kidal, il y avait là-bas les banques, tous les services centraux de l'État, c'était l'accord de Ouagadougou, mais IBK a dit qu'il ne voulait pas négocier avec des hommes en arme. Il a voulu rentrer de force à Kidal, ça a dégénéré et l'État a tout perdu : « De même, au centre du pays, quand il est arrivé, il n'y avait aucun problème, aujourd'hui dans le Centre, l'État n'existe presque plus et c'est presque la guerre civile. Dans beaucoup d'endroits du pays, les écoles sont fermées et ça ce n'est pas qu'à cause du terrorisme. Regardez la gouvernance, tous les scandales qui ont éclaté sous son régime : il y avait plus de 1 300 milliards pour la programmation militaire, l'argent a été détourné, l'affaire des engrais frelatés, l'avion présidentiel dont on ne sait toujours pas quel est le vrai montant... ».

En sept ans, le président de la République n'a posé aucun acte susceptible d'améliorer les conditions de vie des Maliens, aucune action véritable de développement. La faute est à situer dans sa mauvaise gouvernance, corollaire

d'une gestion criblée de scandales financiers qui asphyxient l'économie.

Que dire de l'image du pays ? Définitivement ternie par des affaires toutes rocambolesques. Pourtant, IBK jurait de faire en sorte que le Mali retrouve son image d'antan sur la scène internationale.

### Où sont les réformes ?

Parmi ses mesures dites prioritaires, il y avait également l'accès au logement. « La première aspiration de chaque malien, sa première ambition, est de construire une maison, afin d'y loger sa famille et de la soustraire à l'incertitude de la location », disait-il. Et de poursuivre, « plusieurs logements sociaux ont été construits au Mali mais notre politique du logement social connaît de nombreuses insuffisances : attribution inéquitable des habitations construites ; insuffisance de l'offre de logements sociaux faute d'une structuration viable

et efficace de la filière "construction" dans un environnement marqué par l'accroissement de la demande solvable ; exclusion des catégories sociales à bas revenus du fait du modèle

de logement mis sur le marché... Nous sommes au défi d'apporter à ces problèmes majeurs des solutions efficaces et justes ». Des subterfuges jurent pour convaincre l'électorat qui ne tarda pas à comprendre qu'il a bluffé. La preuve a été établie avec l'attribution des 1552 logements de Tabacoro. On aura vu toutes les formes de violation, de torpillage des textes, de tripatouillage de résultats et de copinage dans l'attribution desdits logements. Dans ses discours, le président IBK avait également marqué beaucoup de points auprès des Maliens en s'intéressant à l'école. On aurait cru qu'une fois à la tête du Mali que tous les problèmes seraient résolus en la matière.

« Depuis 15 ans, la société malienne regarde, sans réagir, son école s'effondrer, prise en otage par les corporatismes et rongée par une corruption morale et une violence croissantes. L'école malienne traverse une crise majeure, qui deviendra demain une crise sociale profonde si rien n'est fait pour y mettre fin », avait-il dit.

Le Président IBK avait alors promis de nombreuses réformes. Quant au bilan, il est on ne peut plus catastrophique, tant la situation de l'école malienne s'est dégradée.

**SAER EMPLOI**  
SOCIÉTÉ AFRICAINE D'ÉTUDES ET DE RÉALISATIONS

**GESTION DES RESSOURCES HUMAINES**

Leader des services de Gestion des Ressources Humaines et Paie en Afrique de l'Ouest



# Moussa Camara, victime de la décision de la Cour constitutionnelle : « Il est urgent de réparer l'injustice qui a été faite »

Membre de la liste ASMA/CFP, UM-RDA-ADJS, Horonya Ton, Parena, PRVM Fasoko au second tour des élections, déclarée victorieuse par les résultats provisoires du ministère de l'Administration territoriale et des Collectivités locales, Moussa Camara a assisté à l'annulation de 63 bureaux de vote sur les 73 dans son fief dans la commune rurale du Mandé par la Cour constitutionnelle, entraînant du coup la défaite de sa liste. Dans cet entretien à bâton rompu, l'homme, pour la deuxième fois victime d'une décision de justice en matière électorale, parle de sa colère et de sa déception. Lisez !

**Quel est le sentiment qui vous anime après l'annulation de 63 bureaux sur 73 dans la commune du Mandé, lors des élections législatives passées par la Cour constitutionnelle classant ainsi votre liste deuxième au second tour des dites élections ?**

**Moussa Camara :** Le sentiment qui m'anime est un sentiment de déception totale. Je suis déçu de l'organisation des élections au Mali et de la décision de la Cour constitutionnelle. C'est la deuxième fois en moins de cinq ans que je suis victime de ce tripatouillage électoral. C'est décourageant, c'est révoltant, c'est inadmissible. Cela doit cesser et être réparé tout de suite. Ce genre de comportement de la part de la Cour constitutionnelle tue la démocratie malienne à petit feu. Car, de plus en plus, les électeurs se découragent du fait du non-respect de leurs voix. Ils dépensent énormément en temps, en argent et physiquement, souvent pour aller s'acquitter de leur devoir civique. Et de plus en plus, ils ont le sentiment qu'ils gaspillent inutilement leur temps à aller voter pour leurs candidats de confiance qui sont remplacés, à la dernière minute et de façon flagrante, par des gens qui ne leur inspirent pas confiance du fait d'une Cour constitutionnelle qui ne connaît rien des efforts consentis dans la mobilisation lors d'une élection électorale et qui fait le mélange entre une élection et une nomination. Quand

on dit élection, c'est le peuple qui doit décider du choix de ses dirigeants et non une Cour constitutionnelle, aussi puissante qu'elle soit. Faire sortir les électeurs en cette période de pandémie, ce n'était pas chose aisée. Nous avons galéré pour les convaincre à aller voter. Ça fait très mal de voir tout ce gros travail de mobilisation partir à l'eau en un clac de doigts. Aux communales 2016, c'était pareil. La Cour suprême a annulé les élections de la commune du Mandé pour cause de spécimen alors que j'étais arrivé premier avec huit conseillers. La faute était aussi administrative. Mais malheureusement, aucun préfet ou sous-préfet n'a été inquiété. Et le plus triste est que le nom du spécimen ne figure même pas dans les lois électorales en vigueur à l'époque.

**Qu'est-ce que vous réclamez aujourd'hui ?**

**M.C :** Le droit ! Qu'on respecte les gens ! Personne n'aime l'injustice. S'ils savent qu'ils sont incapables de se faire leurs protégés par la voie des élections, qu'ils arrêtent d'organiser les élections et qu'ils procèdent désormais à des nominations. Ils nomment les ministres, personne n'a levé le petit doigt. Mais quand on dit d'aller consulter le peuple, qu'il faut qu'on respecte le choix du peuple. Il est urgent de réparer l'injustice qui a été faite. Tout le monde est unanime qu'il y en a eu. Donc, il faut la réparer sans trainer les pieds. C'est la seule



façon d'apaiser les esprits. Dans le pire des cas, il faut qu'il reprenne les élections partout où il y a eu contestation.

**Depuis quelques jours, certains médias annoncent la disponibilité d'un fonds d'une valeur de 9 milliards de F CFA destiné à soulager les candidats victimes de la décision de la Cour constitutionnelle. Avez-vous connaissance de l'existence de ce fond ?**

**M.C :** J'ai appris la nouvelle sur les réseaux sociaux comme vous. Mais, une chose est sûre nous avons rencontré le Premier ministre qui ne nous a pas parlé de cela. Mais, c'est l'occasion aussi de clarifier notre position par rapport à une telle proposition. Je dis haut et fort que nous n'avons pas besoin de l'argent. Cette situation nous dépasse. Nous voulons juste le respect des voix de nos électeurs.

■ **Propos recueillis par Ibrahim Sanogo**

# Adresse à la nation du Président IBK : **Espoir déçu...**



## **S'achemine-t-on vers la fin du régime du Président de la République ?**

Les maliens ont été nombreux, le dimanche soir à être câblés sur les antennes de l'ORTM... Et pour cause, le Président IBK, qui avait disparu de tous les radars depuis la grande mobilisation du 5 juin dernier organisée par un front de refus constitué de la CMAS, du FSD et de l'EMK (un front qui s'est élargi depuis avec de nouvelles adhésions) et qui demande sa démission et celle de son régime, devait s'adresser à la nation !

Mais à l'arrivée, ce fut de l'espoir déçu pour tout ce beau monde qui s'attendait à quelque chose de concret ou de propositions fortes. Le Président IBK n'a finalement raconté que du pipeau, somme toute, la chansonnette désormais connue des maliens, faite de promesses en l'air comme c'est toujours le cas depuis 2013 ! Comme vous pouvez d'ailleurs le constater à travers ces cinq points que nous retenons de cette adresse à la nation du Président IBK !

## **Les 5 points essentiels du discours d'IBK**

1. Je m'attellerai tout d'abord à résoudre la crise scolaire en instruisant au Premier ministre de trouver, dans les meilleurs délais, un accord avec le syndicat des enseignants. J'attache du prix à la résolution complète et rapide de cette crise qui n'a que trop duré. L'école c'est l'avenir de notre Nation. Nos enfants ne méritent pas moins.
2. Je rencontrerai ensuite toutes les parties prenantes à la question de la santé, y compris l'Ordre des médecins du Mali et les usagers, afin d'accélérer la mise en œuvre du plan de modernisation de tous les hôpitaux de Bamako. Ce plan de modernisation s'élargit déjà aux régions. La santé est un droit. L'assurer est un devoir régalien, un devoir de l'État, surtout en période de crise sanitaire comme celle que nous connaissons aujourd'hui.
3. Les dernières élections législatives ont fait l'objet de graves contestations dans certaines parties de notre pays. Il nous faut tirer toutes les leçons de ces crispations. Nous recherchons une solution idoine et urgente afin de répondre aux frustrations exprimées. Je tiens à ce que les maliens gardent foi en leurs institutions. Cela est l'un des garants d'une bonne gouvernance.
4. Les déplacés du Centre, notamment ceux vivant dans le quartier de Faladié en Commune

VI, ont vécu des événements dramatiques. Je demeure sensible à leur situation. Nous travaillerons, avec la nouvelle équipe gouvernementale, à l'élaboration pour nos frères et sœurs durement éprouvés, d'un plan de logement, de réinsertion et de réhabilitation.

5. La sécurité est l'un de nos plus grands défis, cela depuis bientôt une décennie. L'Etat y consacre près d'un tiers de son budget annuel. Mais nous sommes encore loin de gagner cette bataille. Nos Forces de Défense et de Sécurité, nos FAMA, sont vaillantes et elles nous font honneur. Nous nous devons de les accompagner et de les soutenir.»

## **La mobilisation du 19 juin prochain sonnera-t-elle le glas du régime IBK ?**

Sans doute que la manifestation du 5 juin a fait trembler le régime, comme l'a dit l'autre. Et c'est apparemment ces genres d'actions qui pourraient faire changer la donne au Mali. En effet, les risques sont très grands face à la nouvelle sortie musclée prévue le vendredi 19 juin 2020 sur la Place de l'Indépendance.

Pour rappel, de milliers de manifestants s'étaient réunis à la Place de l'Indépendance pour écouter les messages de la troïka de l'époque pour dénoncer les tares du régime IBK à travers la réalité du pays. Comme pour dire qu'entre le peuple du Mali et son Président, les amarres du navire ne semblent plus tenir au point fixe.

L'insécurité, la corruption devenue une obsession, les arrestations multiples, la gestion catastrophique du pays... constituent autant de raisons largement suffisantes pour le faire partir. Ainsi, comme la manifestation du 5 juin dernier, celle du 19 juin vise à mettre la pression sur le chef de l'État afin qu'il rende le tablier.

S'achemine-t-on vers la fin du régime du Président Keïta ? C'est la question que chaque Malien se pose désormais, tant IBK a failli sur toutes les lignes, comme le dimanche soir où il pouvait peut-être, s'il était bien inspiré et s'il avait tiré des enseignements de la mobilisation du 5 juin dernier, parvenir à amener les contestataires à mettre de l'eau dans leur vin à travers des propositions concrètes ! Mais hélas !

■ **Yama DIALLO**

# Rapport du Secrétaire Général de l'ONU sur le Mali : La preuve que notre pays est toujours dans l'abîme

Le Secrétaire Général des Nations Unies, Antonio Guterres, a publié, le 2 juin 2020, son rapport trimestriel sur la situation au Mali. Ce rapport de 22 pages met l'accent sur la situation sécuritaire, humanitaire, politique et juridique qui prévaut au Mali. Le rapport évoque également le processus de paix au Mali à travers la mise en œuvre de l'accord pour la paix et la réconciliation issu du processus d'Alger, et prouve que les civils continuent toujours d'être victimes d'attaques de groupes terroristes, de violences intercommunautaires au centre du Mali.

« Durant la période considérée (les trois derniers mois), 169 civils ont été tués et 79 blessés lors de 190 actes de violence. La MINUSMA a été la cible de 26 attaques au cours desquelles trois Casques bleus et un prestataire de services ont été tués. Les Forces de défense et de sécurité maliennes ont été la cible de 49 attaques, qui ont fait 67 morts et 86 blessés parmi les soldats », précise le rapport. Aussi, au regard de la situation de crise persistante

au Mali, Antonio Guterres recommande au Conseil de Sécurité la prorogation du mandat de la MINUSMA (Mission Multidimensionnelle Intégrée des Nations Unies pour la Stabilisation au Mali) jusqu'au 30 juin 2021.

« La présence de la Mission demeure indispensable et son mandat continue d'être adapté à la situation, compte tenu de la complexité des problèmes et de la nécessité de trouver des solutions d'ensemble. Je recommande donc que le mandat de la MINUSMA soit prorogé d'un an, jusqu'au 30 juin 2021 », a déclaré Antonio Guterres.

Et de préciser que malgré les progrès accomplis en ce qui concerne les élections législatives, l'équipe de la MINUSMA a constaté des désaccords persistants entre les parties signataires, qui empêchaient la mise en œuvre rapide de certains éléments essentiels de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali, en particulier le redéploiement des éléments restants des forces armées reconstituées à

Kidal.

Il a fait savoir que des groupes terroristes affiliés à Al-Qaïda et à l'État islamique ont poursuivi leurs attaques contre les forces de sécurité et les civils dans le nord et dans le centre du Mali et de nouveaux affrontements entre ces groupes ont été signalés.

« Les civils ont continué d'être victimes de violences commises par des groupes terroristes et la cible d'attaques intercommunautaires dans le centre du Mali. Durant la période considérée, 169 civils ont été tués et 79 blessés lors de 190 actes de violence. La MINUSMA a été la cible de 26 attaques au cours desquelles trois Casques bleus et un prestataire de services ont été tués et 24 autres personnes blessées.

Les Forces de défense et de sécurité maliennes ont été la cible de 49 attaques, qui ont fait 67 morts et 86 blessés parmi les soldats. C'est dans le cercle de Bourrem (région de Gao), que les attaques les plus meurtrières ont été commises : le 19 mars, à Tarkint, faisant 30 morts et 20 blessés et, le 6 avril, à Bamba, faisant 25 morts et 12 blessés », a déploré Antonio Guterres.

Aussi souhaite-t-il à cet effet, la création d'un bureau d'appui des Nations Unies chargé de fournir à la Force Conjointe du G5 Sahel un appui logistique et opérationnel complet, y compris le transport, ainsi qu'un appui tactique et stratégique. Il a indiqué que la situation en matière des droits de l'homme a continué de se détériorer, en particulier dans le centre du Mali.

Selon lui, la MINUSMA a recensé 535 cas de violation des droits de l'homme et d'atteinte à ces droits. Sur le plan humanitaire, il dira que le nombre de personnes déplacées au Mali est passé de 218 000 en mars à 239 484. L'insécurité alimentaire touche 3,5 millions de personnes, dont 757 000 sont dans une situation grave.

Par ailleurs, il a signalé que la pandémie de COVID-19 est venue compliquer une situation déjà difficile au Mali et dans la région du Sahel. Pour lui, cette pandémie a ralenti l'activité économique, aggravé la crise humanitaire et l'insécurité et eu des répercussions politiques...

■ Yama Diallo





# UN GROUPE BANCAIRE PROCHE DE VOUS !

## Filiales



**BDU - BF**  
BURKINA FASO



**BDU - CI**  
CÔTE D'IVOIRE



**BDM FRANCE**  
FRANCE



**BDU**  
BANCO DA UNIÃO  
GUINÉE BISSAU

Siège social : Avenue Modibo Kéita / BP 94 Bamako Mali

Tél. : (+223) 20 22 20 50 / 20 22 53 36 - Fax. : (+223) 20 22 50 85/20 22 42 50

[www.bdm-sa.com](http://www.bdm-sa.com)

VOS AMBITIONS N'ONT PAS DE LIMITE



**BDM SA**

## Journée internationale de sensibilisation à l'albinisme : Le geste appréciable de la Fondation Salif Keita



Elle a offert, à l'occasion de la Journée Internationale de Sensibilisation à l'Albinisme, de kits de lavage des mains, des chapeaux contre le soleil, des lunettes, et des crèmes aux enfants albinos. Profitant de la Journée Internationale de Sensibilisation à l'Albinisme, célébrée le 13 juin de chaque année, à travers le monde entier, la Fondation du célèbre artiste du Mandé, Salif Keita, n'a pas déroboré à la tradition en procédant, sous la houlette de sa jeune Directrice Générale, Nafissatou Bah, à la remise d'un important lot de kits et beaucoup d'autres objets et matériels, le 13 juin dernier, aux enfants vivant avec l'albinisme au Mali. Dans sa déclaration, la Directrice Générale a indiqué que le 13 juin est la Journée Interna-

tionale de Sensibilisation à l'Albinisme. Selon elle, vu la situation de la pandémie de COVID-19 de cette année, sa fondation a annulé des fêtes qu'elle a l'habitude d'organiser le 13 juin de chaque année. C'est pourquoi, la Fondation Salif Keita pour les Albinos, à travers sa direction, a décidé de célébrer cette fête commémorative par la distribution de crème solaire, des chapeaux contre le soleil, des savons et des masques à leurs membres qui sont aux nombres de plus de 1000 adhérents. La Directrice de la Fondation estime qu'avec la COVID-19, les masques, les savons, les kits de lavage des mains sont plus utiles. "Et vu que le soleil est notre plus grand ennemi, c'est pourquoi, dans notre campagne de sensibilisation et de prévention, on a distribué des

chapeaux, des lunettes de soleil et des crèmes pour lutter contre les rayons du soleil" a-t-elle souligné. Rappelons lors de cette remise, plus de 300 crèmes, 600 lunettes de soleil, 540 masques, 35 cartons de savons ont été distribués aux albinos par la Fondation Salif Keita pour magnifier sa solidarité envers ces couches fragiles. Selon la jeune dame, Nafissatou Bah, cette donation s'inscrit dans le cadre de la célébration de la Journée Internationale de Sensibilisation à l'Albinisme. Elle a été entièrement financée par la Fondation Salif Keita à hauteur de quelques millions de nos francs. Vivement la prochaine édition !

■ A.M. Touré



## Burundi : Réunion extraordinaire du conseil des ministres après le décès de l'ancien dirigeant Pierre Nkurunziza : Évariste Ndayishimiye aurait dû prendre le pouvoir à partir du mois d'août



**L**e Burundi tenait ce jeudi une réunion extraordinaire du conseil des ministres pour discuter de la marche à suivre après le décès soudain du président Pierre Nkurunziza, qui soulève des incertitudes dans ce pays à l'histoire troublée.

Nkurunziza, au pouvoir depuis 15 ans, devait achever son mandat le 20 août et passer le témoin au général Évariste Ndayishimiye, son dauphin désigné par le parti au pouvoir CNDD-FDD et vainqueur proclamé de la présidentielle du 20 mai, en dépit des accusations de fraudes massives de son principal rival.

Mais sa mort ouvre une période d'incertitude pour son pays, dont l'histoire est marquée par des crises politiques meurtrières et une longue guerre civile, et qui pourrait être soumis à des luttes d'influence déstabilisatrices.

Le gouvernement a organisé un conseil des

ministres afin de discuter de "la gestion de la situation consécutive au décès inopiné" de Pierre Nkurunziza, décédé selon le gouvernement d'un arrêt cardiaque.

"Cette réunion sera présidée par le 1er vice-président, Gaston Sindimwo, [...] Nous allons notamment signer la saisine de la Cour constitutionnelle pour qu'elle déclare la vacance de poste définitive de la présidence", a annoncé à l'AFP une source ministérielle, sous couvert d'anonymat.

Selon la Constitution de 2018, en cas de vacances de poste définitive de la présidence, l'intérim est censé être assuré par le président de l'Assemblée nationale, un poste actuellement occupé par Pascal Nyabenda.

"En réalité, ça n'est pas le Conseil des ministres qui va décider de ce qui va se passer [...] Tout a été décidé au sein du Comité de crise

qui siège à la présidence", a ajouté cette source.

Ce Comité de crise, constitué essentiellement de généraux issus du CNDD-FDD, le parti au pouvoir, est notamment chargé d'organiser l'après-Nkurunziza sur le plan institutionnel.

"Or aujourd'hui nous sommes dans un cas particulier puisque la présidentielle vient d'avoir lieu et que Nkurunziza était en fin de mandat. Le pouvoir penche pour accélérer l'investiture du président élu sans passer par la case intérim", a expliqué à l'AFP un haut cadre du parti au pouvoir.

"Ça sera légitime et pas du tout choquant, et surtout ça peut éviter au général Ndayishimiye cette longue période d'incertitude et d'immobilisme synonyme de tous les dangers", a estimé un diplomate sous couvert d'anonymat.



# Etats-Unis : Donald Trump renonce à un meeting prévu le jour de commémoration de la fin de l'esclavage et défend son action en faveur des Afro-Américains



L'annonce de ce meeting, à cette date symbolique, à Tulsa, une ville qui a été le théâtre de certaines des pires émeutes raciales de l'histoire américaine, avait été très mal accueillie.

Donald Trump a annoncé le report à une autre date du grand meeting électoral qui était prévu à Tulsa, dans l'Oklahoma, le 19 juin, jour de commémoration de la fin de l'esclavage aux Etats-Unis. Le président américain avait annoncé vendredi sur Twitter que ce meeting, qui devait lancer réellement sa campagne pour sa réélection, serait reporté, "par respect pour la date" du 19 juin et ce qu'elle représente, sans plus de précisions. Ses détracteurs avaient jugé le choix de Tulsa comme une provocation, après la mort de George Floyd et les immenses manifestations contre le racisme et les vio-

lences policières qui ont suivi.

## Trump défend son bilan en faveur des Afro-Américains

"Ce n'est pas juste un clin d'œil aux suprémacistes blancs, c'est carrément une grande fête pour eux", avait tweetté juste après l'annonce du meeting la sénatrice démocrate Kamala Harris.

Bien qu'il ait annulé ce discours et que les manifestations après la mort de George Floyd se multiplient aux Etats-Unis, le président américain a défendu le bilan de ses actions menées en faveur de la communauté afro-américaine. Invité sur la chaîne Fox News (en anglais), le locataire de la Maison Blanche a ainsi affirmé qu'il pensait "avoir fait plus

pour la communauté noire que n'importe quel autre président". Citant Abraham Lincoln, qui a été à l'initiative de l'abolition de l'esclavage, Donald Trump a estimé qu'il "avait fait de bonnes choses, même si c'est toujours discutable".

## Trump repart en campagne

Le président a annoncé mercredi qu'il reprendrait sa campagne, stoppée par le coronavirus, avec de grands meetings dans quatre Etats, Oklahoma, Floride, Arizona et Caroline du Nord, malgré le fait que l'épidémie soit loin d'être terminée aux Etats-Unis. Les responsables de campagne du président ont en effet estimé que les manifestations antiracistes ont montré que les gens n'avaient pas peur des grands rassemblements, et qu'il n'y avait donc aucune raison de ne pas reprendre la campagne. Les participants à ces meetings devront toutefois signer un document disant qu'ils renoncent à toute poursuite si jamais ils attrapent le virus à cette occasion. Ces grands meetings sont un des moyens favoris de Trump pour mobiliser sa base électorale. Pour l'instant, il est devancé dans les sondages, pour la présidentielle du 3 novembre, par le démocrate Joe Biden.

An advertisement for malikile.com. On the left, the website logo 'malikile.com' is displayed in a bold, black font. Below it, in smaller text, is the tagline: 'La première Plateforme de Distribution de communiqués et de relation médias et bien d'autres services!'. On the right, a smartphone is shown displaying a news article with a photo of a boat full of people. The article's headline reads: 'MIGRATION IRREGULIERE : 48 MALIENS PERISSENT EN MER'. The background of the advertisement is white.

# Reprise des compétitions : Le Ministère en charge du sport n'a donné aucune autorisation

Les associations nationales sportives, c'est-à-dire les fédérations reconnues par le Ministère de la Jeunesse et des Sports, devront encore patienter quelques semaines, voire quelques mois, avant de reprendre leurs activités. Et pour cause, le département de tutelle n'a donné le feu vert à aucune fédération depuis l'arrêt, sur décision des autorités sanitaires, des compétitions sportives sur l'ensemble du territoire à cause de la pandémie du coronavirus. Contrairement donc à ce qui a été dit du côté de la Fédération Malienne de Basketball (FMB), aucune décision n'a été prise, concernant la reprise des activités sportives. Certes, certains clubs de football ont repris les entraînements collectifs dans leurs propres installations, tout comme certains dojos du District de Bamako, mais à ce jour, assure une source proche du ministère de la Jeunesse et des Sports, pas une seule fédération n'a été autorisée à reprendre les compétitions.

Et tant que les autorités sanitaires n'auront pas donné leur feu vert, poursuit la même source, toutes les infrastructures sportives de l'état resteront fermées. Autrement dit, aucune compétition officielle ne sera organisée dans notre pays, tant que les mesures de prévention de la Covid-19 édictées par les plus hautes

autorités (interdiction des rassemblements de plus de 50 personnes, port du masque dans les espaces publics, lavage des mains au savon, utilisation du gel hydro-alcoolique etc) ne seront pas levées.

La crise sanitaire, fait-t-on remarquer du côté du ministère de la Jeunesse et des Sports, n'est pas encore terminée et les risques de propagation de la Covid-19 sont élevés. Dès lors, le département de tutelle n'envisage aucune reprise des activités sportives, du moins pour le moment. «Il y a plus important que le sport, pour le moment, c'est la crise sanitaire qui préoccupe le gouvernement malien.

Depuis plusieurs mois, nos autorités, sous l'impulsion du président de la République, Ibrahim Boubacar Keïta, multiplient les initiatives pour lutter contre la maladie du coronavirus. Pour le moment, le gouvernement concentre ses efforts sur la lutte contre cette maladie et la sécurité des Maliennes et des Maliens. La reprise des compétitions n'est donc pas à l'ordre du jour», prévient un responsable de la direction nationale des sports et de l'éducation physique. Un message clair comme l'eau de roche.

Il faut rappeler que plusieurs pays ont, suite à la crise sanitaire, décidé de faire une croix sur la saison sportive 2019-2020. Entre autres,



on peut citer le Burkina Faso, le Niger, la Guinée, la RD Congo, le Togo, la France... D'autres comme l'Algérie, la Tunisie, l'Allemagne, le Portugal, l'Angleterre, l'Italie ont décidé d'achever la saison, en réaménageant le calendrier des compétitions avec des baisses de salaire pour les joueurs et les responsables techniques.

Ce n'est pas tout, ces pays ont également décidé des matches à huis clos pour éviter la propagation de la Covid-19. Si les compétitions doivent reprendre au Mali, ce sera également à huis clos, c'est-à-dire sans spectateurs. Les fédérations sportives de notre pays ont-t-elles les moyens d'organiser des matches à huis-clos, avec des tests pour les joueurs, les responsables techniques, les arbitres ?...

## Le Barça avait Vidal, le Real a Kroos : But dès la 3e minute à Madrid

Le Real Madrid a pu compter sur une frappe de génie de Toni Kroos pour ouvrir le score dès la 3e minute de la rencontre contre Eibar au stade Alfredo di Stéfano.

Comme le FC Barcelone contre Majorque, le Real Madrid est très vite entré dans son match et a réussi à ouvrir le score dès la 3e minute de jeu pour sa reprise contre Eibar ce dimanche. Si Toni Kroos a ouvert le score, c'est

en partie grâce à l'excellent travail de Karim Benzema sur la gauche dans la surface de réparation après avoir été lancé par Eden Hazard.

Le Français centre en retrait mais le ballon est contré par Sergio Alvarez. Le ballon arrive dans les pieds de Toni Kroos qui déclenche une lourde frappe qui a terminé sa trajectoire dans la lucarne droite de Dmitrovic.



Le quatrième but de l'international allemand en Liga cette saison. De quoi bien entamer la rencontre au stade Di Stéfano pour le Real Madrid.



## **Bélier (21 mars - 19 avril)**

Un collègue peut être absent. Il faut réagir rapidement. Vous devez le remplacer au pied levé. Une nouvelle méthode de travail peut être adoptée rapidement. Vous devez assimiler une nouvelle technique de travail. Pensez à vous accorder une grande pause !

Le train de vie actuel continue de peser. Vous limitez les frais inutiles. Le règlement de vos charges oblige à rester près du budget. Calculez votre trésorerie au plus juste ! Les dépenses concernent des paiements oubliés ou une facture majorée.



## **Taureau (20 avril - 19 mai)**

Si vous êtes à la recherche d'un emploi, vous recevrez enfin une proposition qui tiendra réellement la route. Le début de votre embauche sera imminent. Si vous êtes en poste, vous travaillerez dans une ambiance coopérative avec vos collègues.

Si on vous doit de l'argent, misez sur la ténacité. Vous risquerez en effet d'avoir affaire à un débiteur récalcitrant. Autre point qui fâchera avec Vénus rétrograde qui vous fera manquer de régularité dans vos paiements avec des frais qui s'ajouteront.



## **Gémeaux (20 mai - 21 juin)**

Vous êtes épaulé par votre hiérarchie, d'ailleurs, on vous laisse prendre certaines responsabilités, vous êtes le maillon fort. On attend de vous le meilleur, mais vous avez peur de faire des erreurs. Rassurez-vous, les astres veillent. Tout va bien et même très bien du côté de vos finances, vous êtes très satisfait des efforts que vous avez fournis, vos comptes grossissent. Il ne reste plus qu'à continuer. Aujourd'hui, vous touchez une prime inattendue, c'est idéal !



## **Cancer (21 juin - 21 juillet)**

Il y aura quelques modifications dans votre secteur d'activité, mais le plus souvent très mineures. Vous vous y adapterez parce que vous le voudrez bien et qu'elles ne vous ennuièrent pas trop. Vous parviendrez à endosser la casquette du multitâche.

La rétrogradation de Saturne dans votre secteur VIII compliquera une démarche pécuniaire. Une administration ou un organisme financier pourrait bloquer votre dossier ou votre demande. Pour obtenir un avancement dans son traitement, vous devrez insister.



## **Lion (22 juillet - 23 août)**

Votre créativité participe à un projet. Grâce à cette étape, vous évoluez. Ces tâches sont un test pour gravir les échelons. Un poste mieux placé se profile ! Vous avez l'intention de faire valoir vos compétences. Dans l'entreprise, on vous remarque.

Vous adorez plaire et les vêtements sont votre péché mignon ! Ils peuvent représenter une petite partie du budget. Les grandes économies ne sont pas possibles. Vous pouvez choisir entre plusieurs achats pour limiter des frais. Réfléchissez avant de payer !



## **Vierge (23 août - 23 septembre)**

Vous aurez l'art de mettre tout le monde d'accord, de motiver vos collègues, de remonter le moral à vos collaborateurs. Grâce à votre optimisme et bienveillance, vous serez apprécié et vous travaillerez avec un bon esprit d'équipe, malgré les difficultés.

Vous serez beaucoup plus combatif si vous devez récupérer une somme d'argent. Mercure vous aidera à trouver les bons arguments pour éviter que ce litige se traduise devant la justice. Vous serez entendu, puisque vous recevrez un virement immédiat.



## **Balance (23 septembre - 22 octobre)**

Méfiez-vous de la concurrence, elle peut être rude, vous allez devoir ruser. Vous n'êtes pas seul sur le marché, à vous de savoir vous démarquer des autres et de faire valoir vos compétences. Si vous cherchez un nouveau job, vous avez vos chances.

Certaines de nos chères planètes vous incitent à dépenser votre argent, mais malgré tout, vous avez la tête sur les épaules. Achats compulsifs, cadeaux pour les enfants, vous savez que vous devez faire attention à ne pas dépasser votre budget.



## **Scorpion (23 octobre - 22 novembre)**

Vous n'aurez que peu de temps pour boucler vos dossiers. Mais vous y parviendrez, car vous aurez une grande concentration. Vous ne vous laisserez pas distraire par les blagues de vos collègues, quitte à passer pour un empêcheur de tourner en rond.

Votre débrouillardise vous donnera accès à des pistes inexplorées et vous ouvrira des portes pour gagner de l'argent. Votre détermination vous permettra de réaliser de bonnes affaires. Vous solderez le passif. Votre situation financière se stabilisera.



## **Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)**

Mars et Neptune en Poissons sèment un désordre dans votre service. La démission d'un chef impacte votre méthode de travail. Vous manquez d'informations pour vos tâches. Vous êtes fatigué par le découragement ! Cette ambiance étrange commence dès le matin !

Peindre ou créer peut vous attirer. Mais des frais sont à venir. Ils ne sont pas très importants. Vous pouvez être serein. Vos revenus sont suffisants pour supporter les charges actuelles. Faites-vous plaisir sans tarder. Cependant, restez modéré !



## **Capricorne (21 décembre - 20 janvier)**

L'absence de certains collègues vous amènera à travailler avec leurs remplaçants. On pourrait vous demander de former, d'expliquer le fonctionnement de l'activité. Le Soleil en Gémeaux vous donnera de l'aisance dès qu'il faudra communiquer.

Vous ne pourrez plus laisser entendre que tout ira pour le mieux alors que le bateau prendra l'eau. En regardant la réalité en face et en vous remettant en question, vous trouverez d'autres solutions pour améliorer votre situation financière.



## **Verseau (20 janvier - 19 février)**

La journée n'est pas si sereine. Au travail, des petits accrochages avec vos collègues de bureau sont prévisibles. Imprévus, désaccords, vous jonglez avec une multitude d'événements, cependant vous vous en sortez très bien. Vous êtes courageux.

Vous avez des difficultés à récupérer de l'argent que vous avez prêté, pourtant vous y mettez toute la bonne volonté du monde, mais rien n'y fait. On vous mène en bateau. Il faut trouver une vraie solution. Vous décidez d'agir différemment.



## **Poisson (19 février - 21 mars)**

Vous aurez du boulot, mais vous aurez du mal à vous concentrer. Votre manque d'attention vous occasionnera du retard dans le suivi de vos tâches. Vous esquiverez quelques reproches, mais vous refuserez de porter la responsabilité de ces contretemps.

La rétrogradation de Jupiter ne vous permettra pas de toucher cette somme à la date prévue. Il y aura du retard, à cause d'un encombrement des dossiers et le vôtre ne passera pas en priorité. Vous devrez serrer les cordons de la bourse.



**Promo  
Modem 4G**

**Malitel**  
Proche de vous

**29 000 FCFA**

au lieu de ~~39 900F~~

**- 25%**

**JUSQU'À 10 APPAREILS  
CONNECTÉS EN SIMULTANÉ**



**4G**



**Malitel**  
Proche de vous

**5 Go  
offerts**



SPiRiT

**Jusqu'au 30 juin 2020**

Profitez du meilleur de l'Internet mobile pour vos **smartphones, tablettes et ordinateurs** avec une vitesse de connexion allant jusqu'à **150 Mbit/s**.

Rendez-vous dans nos agences.

service client : 6700

www.malitel.ml

www.facebook.com/malitel.official

